

**Conseil des ministres - Le
programme Héritage de l'État pour
les Jeux olympiques et
paralympiques 2024**
(Paris, 22 mars 2017)

Le ministre de la ville, de la jeunesse et des sports et le secrétaire d'État chargé des sports ont présenté une communication relative au programme héritage de l'État pour les Jeux olympiques et paralympiques 2024.

Cette candidature doit permettre de faire de la France une nation plus sportive et du sport un vecteur des politiques publiques dans de nombreux domaines, tels que l'éducation, la culture, l'emploi ou encore la vie associative. La France saura dans moins de six mois si Paris est désignée comme ville-hôte des Jeux olympiques et paralympiques en 2024.

Dans cette dernière ligne droite, l'héritage constitue un élément majeur de la candidature de Paris 2024, qui souhaite répondre pleinement aux attentes des Français en proposant un projet pérenne et au service de la société. C'est pourquoi l'État met en oeuvre aujourd'hui un programme interministériel d'accompagnement qui s'inscrit dans une dynamique d'héritage portée par le groupement d'intérêt public (GIP) Paris 2024.

Les vingt-quatre mesures de ce programme ont été élaborées grâce aux contributions directes des Français, recueillies dans le cadre d'une grande concertation nationale. Nous souhaitons que tous les Français puissent tirer un bénéfice de cette candidature, qui n'est pas seulement celle des Franciliens. L'État veille ainsi à ce que cette candidature constitue une chance pour l'ensemble du territoire. C'est pourquoi les mesures présentées aujourd'hui sont applicables sans attendre la décision du Comité international olympique (CIO). Ce programme concret destiné à lancer une nouvelle dynamique à travers le sport vise notamment :

- le développement de la pratique et de l'offre sportive pour tous les publics ;
- la promotion de l'engagement des jeunes à travers le sport (par l'amplification de la mobilisation des volontaires du service civique, du plan citoyens du sport, du bénévolat...) ;
- la réduction des inégalités (en visant prioritairement les femmes, les habitants des départements, territoires et collectivités territoriales d'outre-mer, les personnes en situation de handicap) ;
- la lutte contre la sédentarité et la promotion du sport comme favorable à la santé ;

- l'établissement de passerelles entre le sport et la culture ;
- le développement d'infrastructures sportives sur l'ensemble du territoire ;
- la création d'emplois dans le sport ;
- le renforcement de la cohésion sociale par la transmission des valeurs citoyennes par le sport ;
- la responsabilisation environnementale et sociale des organisateurs d'événements sportifs.

Dès 2017, une enveloppe de 20 millions d'euros dédiée à la mise en oeuvre d'un plan de développement du sport tourné vers les territoires et le soutien au monde associatif, dont 10 millions d'euros destinés à la construction de nombreux équipements sportifs de proximité innovants, accompagne la mise en oeuvre de ce programme via le Centre national pour le développement du sport (CNDS)/.